

## Communiqué

Le 28 janvier 2014

### La commissaire Cavoukian presse les Canadiens de suivre l'exemple d'Edward Snowden en réclamant une meilleure protection de leur vie privée et moins de surveillance

Les révélations sur la surveillance de masse ont mis au jour les risques d'un pouvoir d'espionnage sans restrictions et démontré la nécessité d'un encadrement rigoureux du CSTC

TORONTO, ON (le 28 janvier 2014) – Saluant les efforts déployés par Edward Snowden pour protéger les libertés individuelles, la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario, Ann Cavoukian, encourage les Canadiens à suivre son exemple en réclamant plus de transparence de la part du gouvernement fédéral et du Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC) et en exigeant que ces entités soient tenues de mieux rendre compte de leurs activités.

« En se sacrifiant courageusement, Edward Snowden a révélé que nous sommes tous confrontés aux dangers considérables que représente un pouvoir étatique libre de toute entrave », a déclaré la commissaire Cavoukian. « Nous n'avons pas le droit de rester silencieux alors que nous nous retrouvons exposés à une collecte inconsidérée de renseignements et à une surveillance sans mandat. Le gouvernement fédéral doit réagir en s'assurant que le CSTC exerce ses pouvoirs de surveillance de façon transparente et qu'il en rend compte de façon à ce que notre droit à la vie privée demeure protégé. La confidentialité et la sécurité peuvent et, de fait, doivent être indissociables! »

Ce matin, la commissaire Cavoukian présidera un symposium afin de discuter du contrôle parlementaire et judiciaire qui doit être imposé de toute urgence au CSTC. Le symposium, organisé le même jour que la Journée internationale de la protection des données, comprendra une variété d'exposés. Deux groupes d'experts passeront en revue les éléments que les Canadiens connaissent déjà au sujet des programmes de surveillance de masse et ceux qui doivent être portés à leur attention, ainsi que les mesures qu'ils peuvent prendre afin de protéger leurs libertés et leurs droits les plus importants.

La commissaire présentera également son concept de *Privacy-Protective Surveillance* (surveillance respectueuse de la vie privée), dont elle a exposé les grandes lignes dans un récent [livre blanc](#) (en anglais seulement) coécrit avec le professeur Khaled El Emam. Ce nouveau système de surveillance permet de prendre des mesures efficaces pour lutter contre le terrorisme tout en protégeant la vie privée. Il procure une solution à somme positive doublement avantageuse pour remplacer les systèmes de surveillance à somme nulle intrusifs, actuellement utilisés par les gouvernements du monde entier.

« Le problème, c'est que lorsqu'on accorde un pouvoir illimité aux gouvernements, ceux-ci l'utilisent lorsqu'ils se sentent menacés », a expliqué William Binney, mathématicien/analyste et



2 Bloor Street East  
Suite 1400  
Toronto, Ontario  
Canada M4W 1A8

2, rue Bloor Est  
Bureau 1400  
Toronto (Ontario)  
Canada M4W 1A8

Tel: 416-326-3333  
1-800-387-0073  
Fax/Téléc: 416-325-9195  
TTY: 416-325-7539  
[www.ipc.on.ca](http://www.ipc.on.ca)

ancien agent de renseignement à la NSA. « Toutes les démocraties doivent trouver les moyens d'assurer un contrôle sur les organismes et les programmes de surveillance afin de garantir nos libertés. »

Renseignements sur le symposium :

**Heure :** De 8 h 30 à 12 h 30

**Lieu :** District de la découverte MaRS, 101, rue College, Toronto

La commissaire Cavoukian prononcera le discours d'ouverture, puis d'éminents leaders d'opinion répartis en deux groupes d'experts feront part de leur point de vue unique sur le sujet dans le cadre d'exposés divers :

1<sup>er</sup> groupe :

- **Ron Deibert**, directeur, Laboratoire citoyen, École Munk des affaires internationales, Université de Toronto
- **Andrew Clement**, professeur, Faculté des sciences de l'information, Université de Toronto
- **Wesley Wark**, professeur, Faculté des sciences sociales, École supérieure d'affaires publiques et internationales, Université d'Ottawa
- **Khaled El Emam**, professeur agrégé, Faculté de médecine, Université d'Ottawa

2<sup>e</sup> groupe :

- **Nathalie Des Rosiers**, doyenne, Faculté de droit, Université d'Ottawa
- **David T.S. Fraser**, associé, McInnes Cooper
- **Micheal Vonn**, directrice des politiques, Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique
- **Rainey Reitman**, directrice de l'activisme, Electronic Frontier Foundation
- **Amie Stepanovich**, directrice, Projet de surveillance intérieure, Electronic Privacy Information Center

**L'honorable Wayne Easter**, porte-parole en matière de sécurité publique, Parti libéral du Canada, présentera son projet de loi d'initiative parlementaire qui propose une plus grande supervision du CSTC.

Présentation de deux messages vidéo provenant de :

- **William Binney**, mathématicien/analyste, ancien agent de renseignement à la NSA
- **Alexander Dix, Ph.D.**, Commissaire à la protection des données et la liberté de l'information, Berlin, Allemagne

Les représentants des médias qui souhaitent assister au symposium sont priés de s'inscrire auprès de la personne indiquée ci-dessous. Les intervenants seront disponibles pour répondre aux questions des représentants des médias. Sur demande, des entrevues pourront être organisées après le symposium. L'événement sera également webdiffusé sur le site [realprivacy.ca](http://realprivacy.ca).

### **Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée**

Le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée est nommé par l'Assemblée législative de l'Ontario, dont il relève également, et est indépendant du gouvernement actuellement élu. Le mandat du commissaire comprend la supervision des dispositions relatives à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, ainsi que de la *Loi sur la protection des renseignements personnels sur la santé*, qui s'applique à la fois aux responsables de l'information sur la santé dans les secteurs public et privé. Le mandat du commissaire vise également à aider à sensibiliser le public en ce qui a trait aux enjeux liés à l'accès à l'information et à la vie privée.

*Renseignements :*

Trell Huether

Spécialiste des relations avec les médias

Bureau : 416-326-3939/Cellulaire : 416-873-9746

[trell.huether@ipc.on.ca](mailto:trell.huether@ipc.on.ca)